

POLITIQUE DE SECURITE ET DE DEFENSE COMMUNE

Bruxelles, le 26 mars 2012

Mission militaire de l'UE visant à contribuer à la formation des forces de sécurité somaliennes (EUTM Somalia)

Mise à jour: mars 2012

Le 7 avril 2010, l'UE a lancé une mission de formation militaire en Somalie (EUTM Somalia), en vue de contribuer au renforcement du gouvernement fédéral de transition (GFT) et des institutions de ce pays. Ce soutien s'inscrit dans le cadre de l'engagement global de l'Union européenne en Somalie en vue de répondre aux besoins prioritaires de la population somalienne et de stabiliser le pays.

Le mandat de la mission EUTM Somalia a été prorogé d'août 2011 à décembre 2012 pour deux autres contingents. Le 9 août 2011, une cérémonie a eu lieu pour le transfert de commandement (HOTO ou "Hand Over/Take Over") entre le colonel Ricardo ELUL (Espagne) et le colonel Michael Beary (Irlande). Dans le cadre de ce nouveau mandat, la mission EUTM Somalia mettra l'accent sur les capacités de commandement et de contrôle, les capacités spécialisées et les capacités d'autoformation des forces de sécurité nationales somaliennes, en vue d'un transfert aux acteurs locaux des compétences de l'Union européenne en matière de formation.



L'ambassadeur RIDOLFI transmet le drapeau de l'UE du colonel ELUL au colonel BEARY



Le colonel Michael Beary s'adresse au COPS, à Bruxelles, et expose son plan de mission révisé

La formation porte aussi sur le droit humanitaire international et les droits de l'homme, ainsi que sur la protection des populations civiles, notamment les besoins particuliers des femmes et des enfants.

Les principaux éléments de cette mission militaire de l'UE sont les suivants:

- la mission EUTM Somalia se déroule principalement en Ouganda où les forces somaliennes reçoivent déjà une formation; l'Ouganda est aussi le principal contributeur en troupes de l'AMISOM, dont la force est placée sous le commandement d'un général ougandais. L'état-major de la mission EUTM Somalia est situé à Kampala (Ouganda) et le camp d'entraînement à Bihanga, à 350 km au sud-ouest de Kampala. Il comprend un bureau de liaison à Nairobi (Kenya), une cellule de soutien à Bruxelles;
- la mission EUTM Somalia opère en étroite coopération et coordination avec les autres acteurs de la communauté internationale, notamment les Nations unies, l'AMISOM et les États-Unis d'Amérique.

La fin de la mission EUTM Somalia est prévue en décembre 2012, après deux périodes de formation consécutives de six mois.

Paramètres de l'opération

Le Comité politique et de sécurité (COPS) exerce le contrôle politique et la direction stratégique de la mission EUTM Somalia, sous la responsabilité du Conseil de l'Union européenne et du Haut Représentant. Le Comité militaire de l'Union européenne (CMUE) assure, pour sa part, le suivi de la bonne exécution de la mission conduite sous la responsabilité du commandant de la mission.

Le colonel Michael Beary (Irlande) a été nommé commandant de la mission de l'UE EUTM Somalia pour le deuxième mandat. Il exerce les fonctions de commandant d'opération de l'UE et de commandant de la force de l'UE.

FAITS ET CHIFFRES	
<p>Lieu: Ouganda Quartier général: Kampala Date de début: 27 septembre 2011 Chef de mission: colonel Michael Beary Effectifs: 124 max. Budget: 4,8 millions d'euros États contributeurs: 12 États membres (BE, DE, ES, FI, GR, HU, IE, IT, MT, PT, SE et UK).</p>	
www.consilium.europa.eu/eutm-somalia	

Le montant de référence pour le financement commun de la mission (pour le deuxième mandat) s'élève à 4,8 millions d'euros pour 15 mois, d'août 2011 au 31 octobre 2012.

L'approche globale de l'Union européenne

À l'aide de toute une série d'instruments, l'UE contribue au développement du secteur de la sécurité en Somalie, en coopération avec des partenaires internationaux. La mission EUTM Somalia apporte actuellement un soutien à la formation du troisième contingent de recrues somaliennes. L'UE fournit également un soutien financier à l'AMISOM. L'opération Atalanta contribue aussi, dans une certaine mesure, au développement des capacités maritimes dans les limites de ses moyens et capacités, bien qu'elle s'attaque principalement aux symptômes de causes qui se situent sur la terre ferme. Une éventuelle mission PSDC de développement des capacités maritimes régionales est actuellement envisagée.

L'UE soutient les institutions fédérales de transition qui sont chargées de conduire la transition. Elle poursuit sa politique de la main tendue à l'égard du gouvernement fédéral de transition, dirigé par le président cheikh Sharif Cheikh Ahmed, et elle appuie les efforts qu'il déploie pour améliorer les conditions de vie de la population, y compris dans le domaine de la sécurité et de la fourniture de services de base. L'UE soutient les principes établis dans l'accord de paix de Djibouti, notamment l'esprit de réconciliation et la recherche d'un processus inclusif en Somalie.

L'UE et ses États membres soutiennent financièrement l'AMISOM, en termes de planification et de renforcement des capacités. L'UE a contribué au financement de l'AMISOM à hauteur de plus de 208 millions d'euros dans le cadre de la facilité de paix pour l'Afrique, ce qui a permis d'assurer un soutien continu depuis son lancement en mars 2007. En outre, 4,7 millions d'euros ont été fournis au titre de l'Instrument de stabilité pour soutenir la capacité de planification de l'AMISOM.

L'UE a également annoncé le versement de 12 millions d'euros provenant du Fonds européen de développement pour financer la force de police somalienne dans le cadre du programme sur l'État de droit du PNUD, ce qui porte à 43 millions d'euros le montant total du soutien que l'UE a apporté par ce biais.

Le document de stratégie commun pour la Somalie concernant la période 2008-2013 prévoit l'allocation de 215,8 millions d'euros au titre du 10^e Fonds européen de développement (FED) de l'UE. Il porte sur les trois principaux secteurs de coopération suivants: la gouvernance, l'éducation et le développement rural.

La question relative à la sécurité des voies maritimes est par ailleurs inscrite dans le programme indicatif de la Commission européenne pour l'instrument de stabilité durant la période 2009-2011.

*La **politique de sécurité et de défense commune (PSDC)** de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PSDC permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PSDC comprend une importante composante "prévention des conflits".*

De plus amples informations et des documents de référence figurent aux adresses suivantes:
www.consilium.europa.eu/csdp - www.consilium.europa.eu/eutm-somalia - www.eeas.europa.eu